

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
20 janvier 1976

No 411

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

**LIBAN : APRES L'INTERVENTION DE L'AVIATION,
DEMISSION DU PREMIER MINISTRE KARAME**

Les combats les plus meurtriers de toute la guerre civile

QUAND MOSCOU PARLE DE « RÉVISIONNISME »

Les rapports sont loin d'être au beau fixe dans le camp révisionniste. Les Soviétiques publient rappel à l'ordre sur rappel à l'ordre à l'intention des partis italien et français en particulier. Ce week-end a été l'occasion de nouvelles attaques à peine voilées dans les organes de propagande soviétiques. Dimanche, l'agence Tass a publié un commentaire s'en prenant à la thèse de la « pluralité des modèles du socialisme », la qualifiant, tenez-vous bien, de... « révisionniste » et ajoutant que la lutte contre le « révisionnisme » est une tâche essentielle. Cette critique, faite au moment même où le PCF mène campagne sur le « socialisme à la française », où Marchais se plait à déclarer qu'il n'y a pas de modèle de socialisme, où il parle à qui veut l'entendre de la pluralité du « socialisme », cette critique n'est nullement due au hasard. Elle vise en particulier le PCF et on peut penser que l'accusation de « révisionnisme » vise Marchais. De quoi s'agit-il donc ?

Pourquoi Marchais met-il tant d'insistance à déclarer qu'il n'y a pas de modèle, qu'il veut un « socialisme à la française » ?

C'est tout simplement parce que le prétendu socialisme qui règne en URSS est très largement discrédité aux yeux des travailleurs de notre pays et que personne ne veut d'une telle société. Le visage fasciste de la dictature qui y règne est de plus en plus clairement perçu et l'on sait de mieux en mieux que l'exploitation des travailleurs y est la règle. Le PCF ne peut promettre en France la même société qu'en URSS, il se discréditerait. Il cherche à faire croire qu'il veut une société différente.

En particulier, il prétend que ce serait une société « démocratique ». C'est que les crimes fascistes commis en URSS sont de plus en plus largement connus. Les camps de concentration, les asiles psychiatriques sont les aspects les plus connus de ce soi-disant socialisme. Comment le PCF pourrait-il une minute espérer tromper les masses s'il promettait cela, s'il ne prenait pas quelques distances vis-à-vis de ces monstruosité ? Voilà pourquoi il parle de « socialisme à la française ».

Tout cela évidemment ne plait pas aux Soviétiques. Ils voudraient que les autres partis révisionnistes donnent de l'URSS l'image d'un paradis. Volonté extrêmement difficile à réaliser quand les peuples y voient de plus en plus un enfer. Ils voudraient des partis révisionnistes soumis entièrement à leurs exigences et n'agissant qu'en fonction des seuls intérêts du social-impérialisme russe. Mais les partis révisionnistes tels que le PCF ont aussi des intérêts particuliers. Ils veulent accéder au pouvoir et pour cela il leur faut sembler être indépendants. D'abord pour essayer de tromper les masses, ensuite pour rassurer leurs alliés sociaux-démocrates qui leur sont indispensables pour se hisser au gouvernement. Voilà pourquoi les Soviétiques parlent de « révisionnisme ».

Tout cela prouve avant tout une chose : la conscience grandissante dans notre peuple de la réalité de l'URSS d'aujourd'hui, celle d'un Etat fasciste. Réalité gênante pour ses complices eux-mêmes.



Pour la première fois, l'armée libanaise est intervenue contre les Palestiniens (photo Borrel/Sipa Press).

Intervention pour la première fois de l'aviation libanaise bombardant des forces palestiniennes, au sud de Beyrouth, combats à l'arme blanche dans le village de Jieh, intensification des combats de plus en plus violents et meurtriers, fermeture de l'aéroport international de Beyrouth et coupure de toute communication avec l'étranger, le Liban vit certainement les heures les plus dramatiques de son existence.

Les combats récents sont les plus meurtriers depuis le

déclenchement de la guerre civile : 602 tués, plus de 1 200 blessés en 11 jours ! L'impasse dans laquelle se débat le pays ne peut être tranchée sur le terrain militaire, cela devient évident tant aux yeux des parties prenantes du conflit qu'à ceux des observateurs. La démission, dimanche soir, du premier ministre Rachid Karamé ne peut que précipiter l'urgence d'une telle solution.

Les pays arabes également soucieux de l'unité nationale du Liban et du sou-

tien sans réserve à la cause palestinienne, ont commencé toute une série de consultations pour tenter d'aider le peuple libanais à trouver une issue à la crise qui le déchire. Une nouvelle fois, la Résistance palestinienne a fait la preuve de sa maturité politique en intervenant dans le sens de l'apaisement. C'est ainsi que Yasser Arafat est intervenu personnellement pour que soit garantie la sécurité du ministre de l'Intérieur, Camille Chamoun, assiégé dans sa résidence. Quatre officiers palestiniens ont été dépêchés

pour veiller à sa sécurité et faciliter ses déplacements.

L'appel lancé par le secrétaire général des Nations unies ne peut que trouver un profond écho dans l'ensemble du peuple libanais endeuillé par cette guerre fratricide : « Quelle que soit l'ampleur des difficultés... le choix qui se présente à la plupart des habitants du Liban est clair : soit la paix, la réconciliation et l'espoir d'un avenir meilleur, ou la poursuite du conflit et la désintégration virtuelle de leur pays ».

Le voyage du premier ministre en Bretagne

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS ONT ACCUEILLI CHIRAC

Chirac se souviendra sans doute longtemps de l'accueil que lui a réservé la population laborieuse de la Bretagne. Partout sur son passage, les manifestations se sont succédées regroupant des dizaines de milliers d'ouvriers, marins pêcheurs et d'autres

catégories de la population.

Vendredi, alors qu'il venait visiter l'usine Olida à Loudéac, il a été accueilli par les travailleurs qui ont manifesté pour des augmentations de salaires et pour la libération de syndicalistes et mi-

litants bretons emprisonnés. La même réception lui avait été réservée alors qu'il venait visiter une coopérative laitière à St-Meen-le-Grand.

A Brest, une manifestation de 10 000 personnes a eu lieu durant plus de deux heures. Marins pêcheurs, ou-

vriers de l'Arsenal, enseignants étaient au coude à coude.

A Quimper, plus de 6 000 travailleurs ont manifesté en particulier contre le chômage.

(Suite page 3)

ANGOLA : LE ZAIRE SAISIT LE CONSEIL DE SECURITE DE L'ONU

Le gouvernement du Zaïre vient de saisir le Conseil de sécurité de l'ONU du bombardement récent de la ville zaïroise de Dilolo, près de la frontière angolaise, par les forces du MPLA. La guerre d'Angola atteint le territoire zaïrois au moment où le FNLA est en net recul sur le front nord du pays, du fait de l'offensive déclenchée par le MPLA.

Outre l'énorme potentiel de matériel militaire acheminé de Cuba par un pont aérien d'avions soviétiques, la présence de 7 à 10 000 soldats cubains, le MPLA vient de récupérer 500 nouveaux «conseillers militaires» soviétiques qui auraient débarqué le 7 janvier à Luanda, ce qui porterait à 900 le nombre de soviétiques directement engagés dans le conflit. Voilà des faits qui donnent leur vrai sens aux récentes déclarations de «La Pravda» selon lesquelles «l'URSS préconise la cessation de l'ingérence armée étrangère en Angola» !

LISBONNE :

SUCCEDES TRAVAILLEURS AUX ELECTIONS DU SYNDICAT DES EMPLOYES

Les forces antirévionnistes portugaises viennent de remporter, avec une large majorité, la première élection syndicale réalisée depuis le putsch prosoviétique manqué du 25 novembre dernier. Cette élection concernait l'important syndicat des employés de la région de Lisbonne.

Elles ont recueilli 14 110 voix contre 7 279 aux tenants du Parti prosoviétique d'Alvaro Cunhal, 1 523 aux groupes trotskysants et 977 au MRPP.

La liste «Pour un syndicat démocratique et indépendant» s'opposait à celle de l'intersyndicale dont la direction est contrôlée par le PCP. Les travailleurs ont donc manifesté massivement leur rejet de la politique de ce dernier.

La bataille sur ce terrain devient d'une grande importance car bien évidemment c'est aux travailleurs que le gouvernement entend faire payer les frais d'une crise économique sans précédent. Le président Costa Gomes aurait été très clair sur ce point dans son message de nouvel an en invitant la classe ouvrière et le peuple portugais à «se serrer la ceinture» et à «renoncer aux revendications chimériques». Ce n'est pas ainsi, certes, qu'il obtiendra l'appui des travailleurs portugais à la politique qu'il affirme vouloir suivre en matière d'indépendance nationale et de libertés démocratiques.

La possibilité de disposer d'un outil syndical qui n'étouffe pas les luttes de classe des travailleurs portugais est donc d'une très grande importance pour leurs victoires futures.

LILLE :

Le Comité de Lille de l'AAFC organise :

UNE SOIRÉE COMMÉMORATIVE EN L'HONNEUR DE CHOU EN-LAI

Mardi 20 janvier à 20 heures, salle en sous-sol du Beffroi de Lille.



Des réfugiés fuient les zones de combat (photo Swen Simon/Sipa Press).

Italie RESTRUCTURATION, REORGANISATION DU TRAVAIL : UN BEAU PROGRAMME... DE COLLABORATION DE CLASSE

Face à la montée des luttes, le patronat italien a mis sur pied un plan de bataille axé dans quatre directions :

- 1) décentralisation de la production vers le Sud, où la main-d'œuvre est abondante et moins chère ;
- 2) développement du travail à domicile ou de la sous-traitance par de toutes petites entreprises (1) ;
- 3) réduction de la taille des entreprises pour éviter les grosses concentrations ouvrières ;
- 4) réorganisation du travail : petites unités autonomes, polyvalence accrue.

Pour appliquer ce plan, il compte bien sur l'aide des directions syndicales, considérées par lui comme le «meilleur moyen de contrôler le personnel».

Deux exemples prouvent qu'il a raison.

L'EXEMPLE DE FIAT

La Fédération de la métallurgie italienne (FLM) (2) a signé, en novembre dernier, un accord avec la direction de Fiat, qui «révisé» l'accord précédent de 1974. Accord positif, pourrait-on d'abord penser puisque «Fiat s'engage à ne procéder à aucun licenciement collectif en 1976». Oui, mais cet engagement est rapidement nuancé dans le reste du texte par des formules du genre : «Le mouvement ne peut se baser que, d'une part, sur une évolution favorable du marché, et, de l'autre, sur l'aboutissement des objectifs d'efficacité dans les processus de la production». Comme si Fiat se réservait dans le texte même de l'accord... de bonnes raisons de ne pas l'appliquer, et ce, avec la bénédiction des syndicats !

Dans la foulée, on fait accepter les réductions d'horaires, sous couvert du recours à la fameuse «caisse d'intégration», version italienne de nos ASSEDIC.

Mais le fin du fin n'est pas là : il réside dans «l'enrichissement des tâches». Fiat y a mis le paquet. Par exemple : à l'usine de Cassino (plus de 100 000 travailleurs), 4 lignes de montage ont été installées au lieu

d'une seule : chaque ouvrier accomplit dès lors un cycle de travail 4 fois plus long. 5 000 postes de travail ont été réexaminés. Et Bruno Trentin, secrétaire général CGIL de la FLM considère que cette nouvelle forme d'organisation est la conséquence d'un «saut qualitatif». Parce qu'il réclame pour les syndicats le «droit de négocier» les problèmes d'investissement, donc de gestion, droit qui, s'il était reconnu, «institutionnalisé», ferait perdre à l'Italie le record des heures de grève, il pense instaurer le fameux «dualisme du pouvoir», basé sur la «conflictualité permanente». Lequel dualisme posera inéluctablement le problème du «projet politique», au niveau de l'ensemble du pays.

Le syndicat se donne ainsi comme tâche une reconversion industrielle sans trop de conflits, une mobilité «contrôlée» de la main-d'œuvre...

L'EXEMPLE DE BRITISH LEYLAND (INNOCENTI)

Le 30 septembre dernier, la maison-mère (Gde-Bretagne) annonce qu'en raison des difficultés financières, elle va licencier 1 700 travailleurs : faute de l'accord des syndicats, elle fermera et ce

seront 4 500 licenciés. Le 28 novembre, les ouvriers occupent l'usine, multiplient les assemblées dans les écoles et les quartiers ; le 4 décembre, une grève générale de 4 heures a lieu à Milan. Et le 5, nous retrouvons nos deux interlocuteurs privilégiés : Fiat d'un côté et l'FLM de l'autre. D'entrée de jeu, les frères Agnelli présentent un plan qui intègre l'essentiel des revendications du Conseil d'usine d'Innocenti.

Pour le syndicat de la métallurgie, c'est une victoire, qui devrait constituer un important encouragement aux luttes ouvrières : les travailleurs n'auront-ils pas réussi à éviter le démantèlement et, de plus, à imposer leur projet de «production alternative» (3). Le «dualisme du pouvoir» s'est concrétisé.

Ce qu'il oublie de dire — ou plutôt ce qu'il masque en se déclarant optimiste, c'est que Fiat conditionne son rachat à :

- la création d'une nouvelle société qui procèdera au réembauchage des salariés ;
 - l'alignement des salaires de Innocenti sur ceux, inférieurs, de Fiat ;
 - le «dégraissage» du secteur des employés, en sur-nombre ;
 - l'éventuelle mutation des usines plus au Sud.
- «Mieux vaut 1 700 licenciements que 4 500» : raisonnement tenu sous d'autres cieux, même si le langage n'est pas le même...

(1) 500 000 personnes travaillent à domicile.

(2) Dans laquelle s'est réalisée l'unité des trois syndicats CGIL, CSIL et UIL.

(3) Titre de la brochure éditée par le Conseil d'usine.

nouvelles du monde

ESPAGNE :

UN GARDE CIVIL TUÉ DANS UN ATTENTAT

Un garde civil a été tué samedi à Beasain, dans la province de Guipuzcoa, au Pays basque, par l'explosion d'un engin relié à un drapeau basque.

L'explosion s'est produite, au moment où le garde civil tentait d'enlever le drapeau planté à la façade d'une maison. C'est le premier attentat de ce genre au Pays basque depuis la mort du fasciste Franco.

IRLANDE :

L'IRA REAFFIRME SES OBJECTIFS

L'IRA provisoire vient de réaffirmer publiquement sa volonté de poursuivre son combat pour la réunification de l'Irlande, après l'annonce d'une nouvelle convocation du parlement croupion — la Convention constitutionnelle d'Ulster (la partie de l'Irlande occupée par la Grande-Bretagne).

«Ni M. Wilson, ni ses superterroristes des Special Air Services (SAS), ne prendront le dessus dans notre combat» répète le communiqué de l'IRA provisoire qui exige une nouvelle fois le départ de toutes les troupes britanniques stationnées en Irlande.

USA :

UN COMMANDO ANTIGREVE ASSASSINE UN OUVRIER

Une centaine d'hommes armés ont fait irruption sur un chantier de construction à Lake Charles (Louisiane), tuant un ouvrier et en blessant grièvement cinq autres.

Depuis quatre jours, les chantiers de Lake Charles et de Houston (Texas) sont le théâtre d'affrontements violents entre des grévistes non-syndiqués et les hommes de mains de la centrale syndicale AFL-CIO qui s'opposent à leur lutte. A Houston, où le montant des dégâts est évalué à un million de dollars, mille policiers ont été appelés d'urgence devant l'ampleur de ces incidents.

LE GENERAL GIAP A PEKIN

Le général Vo Nguyen Giap, ministre de la Défense de la République du Vietnam, est arrivé dimanche à Pékin. «Radio Pékin» qui annonçait la nouvelle, a précisé que le général Giap a rencontré son homologue chinois, le maréchal Yeh Chien-ying avec qui il a eu une amicale conversation.

URSS :

ENCORE UN ESSAI NUCLÉAIRE SOUTERRAIN

L'observatoire sismique de Norvège vient d'annoncer qu'il a enregistré jeudi des secousses telluriques provoquées par un nouvel essai nucléaire souterrain soviétique dans l'est du Kazakhstan.

nouvelles intérieures

PONIATOWSKI A RENCONTRE A NICE LE MINISTRE DE L'INTERIEUR DE JUAN CARLOS

VERS UN RENFORCEMENT DE LA COLLUSION DES POLICES FRANÇAISE ET ESPAGNOLE

Poniatowski a rencontré samedi à Nice le ministre de l'Intérieur espagnol, Iribarne. A propos de cette rencontre il a déclaré avoir eu des entretiens «sur certains problèmes généraux intéressant les deux pays, en particulier les problèmes touchant les deux départements ministériels de l'Intérieur»

et a ajouté qu'il aurait à l'avenir des entretiens réguliers avec son compère espagnol. Poniatowski s'est refusé à donner des détails sur le contenu de ses conversations mais il est clair que cette rencontre visait à renforcer la collaboration des polices françaises et espagnoles contre les antifas-

cistes d'Espagne. L'impunité dont bénéficient les terroristes agissant en France, sur l'ordre de la police fasciste espagnole contre des antifascistes espagnols n'est-elle pas un produit de cette collaboration ?

L'affaire des poseurs de bombes en Algérie, agissant

en liaison avec les services spéciaux français, a montré que certains des terroristes algériens travaillaient également avec la police espagnole et avaient participé à des attentats contre des antifascistes basques.

Pour essayer de mieux faire accepter un renforce-

ment de la collaboration policière et la rendre officielle, Poniatowski déclarait encore : «le gouvernement espagnol conduit actuellement une action de réforme et de libéralisation démocratique progressive qui doit être suivie avec attention et sympathie». Il cherche à faire croire à une prétendue

démocratisation en Espagne et cela au moment même où se multiplient les arrestations des travailleurs en lutte en Espagne. Cela ne vise qu'à justifier la collaboration policière et lui donner une couleur «démocratique».

LE KGB EN FRANCE

En 1972, les agents soviétiques dans notre pays étaient au moins 250.

La publication par le journal «Libération» d'une liste d'agents de la CIA en fonction à Paris a beaucoup fait parler de l'activité subversive des services spéciaux américains. Mais on parle beaucoup moins de l'action des services soviétiques : le KGB.

Pourtant ils déploient une intense activité en Europe occidentale et en particulier en France. Alors que la CIA, à l'image de l'impérialisme US, connaît de graves difficultés et que ses positions sont en recul, le KGB intensifie son activité subversive. CIA et KGB se livrent en Europe et en France à une guerre souterraine qui est un aspect de la rivalité des deux superpuissances. Dans cette rivalité, le KGB est un instrument au service des préparatifs d'agression du social-impérialisme russe.

Voici des extraits d'un document transmis en 1974 au premier ministre de l'époque, Messmer, sur l'activité du KGB en Europe occidentale et en France. Il en dit long. Ajoutons que ce document date de quelques années et que tout permet de penser que l'activité du KGB s'est développée depuis.

«Les effectifs des principales représentations soviétiques en France, à la date du 28 novembre 1972, se présentaient ainsi (non compris, bien entendu, les épouses, les enfants, les lecteurs, les stagiaires, les étudiants) :

» Ambassade : 105 ; Consulat à Paris : 14 ; Consulat à Marseille : 12 ; Chambre de commerce franco-soviétique : 3 ; Mission commerciale proprement dite : 82 ; Mission militaire : 15 ; Presse et radio-télévision : 20 ; Intourist : 3 ; Aeroflot : 3 ; BCEN (Banque commerciale pour l'Europe du Nord) : 3 ; Black Sea (Compagnie d'assurances, Black Sea and Blatic general Insurance Company Ltd) : 2 ; Morflot : (représentation de la marine marchande soviétique) : 7 ; Stanko-France (entreprise soviétique de commerce extérieur) : 16 ; Aktiv Avto (exportation) : 14 ; Ingénieurs réceptionnaires : 220 ; Unesco (représentation permanente) : 85.

» Total : six cent quatre personnages, dont cent quarante et un membres identi-

fiés, fonctionnaires du KGB ou du GRU (renseignements militaires)...

LE PERSONNEL

» Parmi les ressortissants soviétiques affectés en France, il faut distinguer :

» 1) ceux qui appartiennent aux représentations diplomatiques officielles de l'URSS, ainsi qu'aux grands organismes d'Etat spécialisés, notamment dans l'import-export ;

» 2) ceux qui viennent en qualité de fonctionnaires ou d'ingénieurs réceptionnaires, ou encore de stagiaires au sein de firmes mixtes franco-soviétiques, au statut souvent mal défini.

» Le nombre de ces derniers tend à s'accroître considérablement, à telle enseigne qu'il devient pratiquement impossible d'en tenir un compte, même approximatif. C'est par centaines que l'on dénombre les demandes de visas les concernant, pour des séjours de durée extrêmement variable.

» Le décompte permanent de cette masse essentiellement mouvante est

rendu extrêmement difficile, bien que la DST surveille de très près les demandes de visas d'entrée.

» Mais les diplomates ou fonctionnaires soviétiques en poste quittent presque toujours l'hexagone avec un décalage très important entre la date effective de leur départ et l'annonce officielle qui en est faite, de façon souvent épisodique.

» Deux "systèmes" sont utilisés : 1) l'ambassade de l'URSS ne restitue la carte de séjour d'un diplomate ou fonctionnaire soviétique ayant cessé ses fonctions en France que longtemps après le départ effectif de l'intéressé ; 2) l'ambassade rend le document et son titulaire

» Ce système permet la relève du personnel diplomatique trop «marqué» par des techniciens ou ingénieurs plus noyés dans la masse.

» Sait-on aussi que les réceptions ou cocktails de l'ambassade soviétique sont courus du Tout-Paris, et que leur fréquence dépasse de loin celles de toute autre représentation diplomatique ?

» En ce qui concerne la circulation et le déplacement sur le territoire français, les diplomates soviétiques jouissent d'une liberté totale. Ils font simplement part de leur projet au ministère des Affaires étrangères.»

UN ESPION ARRETE

Le journal «Le Point» signalait il y a une semaine que, dernièrement, un réseau d'espionnage des services spéciaux polonais travaillant pour les renseignements militaires soviétiques a été démantelé.

Un ingénieur civil polo-

reste... un certain temps sous couvert de son passeport diplomatique, échappant à tout contrôle puis qu'il est officiellement parti.

» L'importance de ces abus prend toute sa valeur si l'on sait que ces mouvements ont largement dépassé la centaine au cours de l'année 1972...

» Enfin, est-il besoin d'ajouter que de nombreuses sociétés mixtes aux objectifs flous, et qui paraissent en général peu rentables, servent en fait de tremplin pour l'espionnage industriel et de couverture pour l'espionnage en général.

nais de 45 ans, originaire de Varsovie, a été écroué à la prison de la Santé sous l'inculpation d'intelligence avec des agents d'une puissance étrangère. Il avait été chargé de contacter des ingénieurs et techniciens travaillant pour la défense nationale.

Ajoutons aux chiffres mentionnés que les effectifs des représentations en France de la Pologne, de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie s'élevaient respectivement à 122, 77 et 104. La proportion des membres des services spéciaux varie entre 40 et 45 %. On sait que ces services ne sont que des appendices du KGB.

En 1972, c'était donc au minimum 250 agents du KGB et de ses auxiliaires qui agissaient en France !

* Ce document est paru dans l'ouvrage de Raymond Tournoux : «Journal secret».

DES MILLIERS DE MANIFESTANTS ONT ACCUEILLI CHIRAC

Aux abords de la préfecture, des affrontements ont eu lieu entre des manifestants et des CRS. Au cours de cette première journée, Chirac maniant la démagogie et le mensonge, a multiplié les promesses pour tenter d'endormir la colère des travailleurs. Aux ouvriers, il a dit : «La situation de l'emploi a cessé de se dégrader en Bretagne». Affirmation qui tend à faire croire qu'il prend les travailleurs pour des aveugles. Il a encore promis la création de nouveaux emplois. Promesse répétée régulièrement depuis des années.

A l'adresse des paysans, il a promis «un niveau et une sécurité de revenus conformes à leurs aspirations», après avoir rappelé que la politique du gouvernement vise à avoir «une agriculture puissante et rentable», ce qui dans sa bouche signifie l'élimination des petits paysans jugés «non rentables».

Mais Chirac n'aura pas fait oublier les condamnations prononcées dernièrement à l'égard de paysans ayant manifesté contre la dégradation de leurs revenus.

Samedi matin, à Lorient, c'est sous la protection des CRS que Chirac s'est rendu à la criée du port tandis

qu'une manifestation de 7 000 personnes se déroulait. Les marins pêcheurs se sont joints aux manifestations pour protester contre l'éroulement de leurs revenus et la ruine qui les menace. Dans certains ports, leurs revenus ont baissé de 25 %. Tandis que les tarifs du carburant par exemple ont été multipliés par quatre en deux ans, les prix qu'ils obtiennent du poisson ont parfois baissé de 40 %.

A Rennes enfin, une autre manifestation à eu lieu, rassemblant de 1 500 à 2 000 personnes.

Maniant toujours la démagogie, il devait affirmer que dans cette ville «le patrimoine artistique et culturel devait être absolument cultivé» et il ajoutait aussitôt qu'il n'était pas question que la langue bretonne soit étudiée dans les écoles, «si non, nous irions à l'encontre de la nécessité du développement économique».

La visite de Chirac aura fait une fois de plus la démonstration de la profonde colère qui monte en Bretagne, dans toutes les couches de la population laborieuse. Les promesses ne prennent plus, on juge sur la réalité. Celle-ci, c'est le chômage, la baisse des revenus, la répression.

FAITS DIVERS

Dans cette société, un vieux travailleur peut mourir sans que personne s'en aperçoive. La preuve en est fournie par ce qui vient de se produire à Mios, en Gironde. M. Nicolas Herreyre était un retraité auquel personne ne prêtait attention. Inquiet de voir que sa boîte relevée depuis longtemps, le

maire de la commune fit ouvrir la porte de la maison. Et là, on découvrit les restes de M. Herreyre reposant sur le lit. Il était mort depuis un an. Et personne ne s'était inquiété de ne plus le voir.

C'est là sans doute un cas extrême, mais combien de vieux finissent-ils ainsi leurs jours dans l'indifférence, abandonnés ?



VENDREDI A PARIS

10 000 TRAVAILLEURS DES ASSURANCES MANIFESTENT DANS LA RUE

Comme chaque année le patronat des assurances (qui reçoit directement ses ordres de Fourcade, ministre des Finances) a tenté de faire signer aux organisations syndicales un contrat salarial bidon fondé sur des indices truqués ; cette année les patrons ont eu la « gentillesse » de proposer comme augmentation de salaires pour toute l'année 1976 7,4 % ! (A souligner qu'au départ ils proposaient 6 % en déclarant qu'ils se fondaient sur les « prévisions » du ministère des Finances). Au même moment dans chaque entreprise l'exploitation et la répression se renforcent : surcroît de travail dû à l'arrêt total de toute em-

bauche depuis plus d'un an, attaques ouvertes contre les militants syndicalistes comme aux AGP, etc.

C'est pourquoi déjà vendredi 9 janvier les travailleurs des assurances étaient descendus dans la rue à 5 000 personnes pour dénoncer les contrats salariaux pourris et crier leur haine du patronat devant le siège de la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) dans le 9^e arrondissement de Paris. Vendredi 16 c'est à 10 000 personnes qu'ils se sont retrouvés malgré la confusion volontaire sur les objectifs de lutte entretenue par la direction du syndicat CGT des assurances. Sous prétexte qu'il n'y aurait pas

d'accord possible avec la CFDT, celle-ci a mobilisé sur le seul mot d'ordre de refus du contrat salarial bidon, alors que beaucoup d'autres motifs de révolte existent chez les employés des assurances.

A 10 heures du matin des cortèges se rassemblaient devant toutes les entreprises. Au bout d'une demi-heure des milliers de personnes se trouvaient rassemblées rue de la Chaussée d'Antin et la manifestation s'ébranlait pour parcourir tout le quartier. Malgré les quelques tentatives des dirigeants de la CGT pour lancer leurs mots d'ordre habituels, « Non aux contrats bidons, oui aux négociations ! », etc., l'immen-

se majorité des travailleurs reprit les mots d'ordre justes et combatifs : « Ce n'est qu'un début continuons le combat », « Les contrats c'est du bidon, les patrons n'ont rien changé, c'est tous ensemble qu'il faut lutter ! » « Augmentation uniforme, 300 F pour tous ! » etc.

La manifestation a rencontré un très bon accueil notamment devant les grands magasins et devant le CIC où des travailleurs aux fenêtres applaudissaient aux mots d'ordre « Banques assurances mêmes patrons, même combat ! »

Pour tous les travailleurs présents cette journée fut un succès important.

Correspondant HR.

FOYERS SONACOTRA

BREF HISTORIQUE DE LA GREVE

Septembre 74 : Le foyer Allende à St Denis cesse le paiement des loyers à la Sonacotra et bloque les montants des loyers chez un avocat.

Janvier 75 : La grève démarre au foyer Allende.

Février 75 : Augmentation des loyers. Les résidents de l'avenue Romain Rolland, à St Denis se mettent en grève à partir du 27 janvier 1975.

8 avril 75 : Négociation avec la Sonacotra. Refus to-

tal des revendications par la Sonacotra. Envoi de lettres à tous les résidents, les menaçant d'expulsion pour le mois de mai si le loyer n'était pas payé.

Mai 75 : Les délégués du foyer Allende, la CGT et le PCF de St Denis veulent casser la grève et faire payer le retard des loyers, puisque la reconnaissance des délégués a été accordée par la Sonacotra. Les résidents de ce foyer refusent et continuent la grève.

Juillet 75 : 11 délégués du foyer Allende sont traduits en justice. Le premier jugement est reporté, du fait de la mobilisation dans les foyers de la région, de la CFDT et de la CGT.

Septembre 75 : Le deuxième jugement décide l'expulsion des 11 délégués pour le mois de janvier.

Nouvelle augmentation des loyers dans les foyers Sonacotra. La plupart des foyers de la région parisienne (environ 35 aujourd'hui) se mettent en grève.

COORDINATION

Juillet 75 : Mise en place d'une coordination autour du foyer Romain-Rolland. La CGT décide de participer à cette initiative tout en essayant d'en mettre une en place où elle serait hégémonique, avec les foyers Allende, La Courneuve et trois autres foyers de la région (les trois derniers ont quitté par la suite cette coordination).

Parallèlement se constitue un autre regroupement de foyers dans les Hauts-de-Seine.

Décembre 75 : Le foyer Allende s'intitulant « Comité départemental de la Seine-St-Denis » a signé un protocole d'accord avec la Sonacotra.

Le 7 décembre il y a eu fusion entre la coordination et le regroupement des Hauts-de-Seine.

La Coordination des foyers Sonacotra en lutte refu-

se toute négociation prise en charge, en dehors d'eux, par une quelconque organisation politique ou syndicale, toute négociation foyer par foyer, et revendication par revendication.

COMMENT LA SONACOTRA ET LA CGT TENTENT DE BRISER LA GREVE DES LOYERS

Commencée au foyer Allende, la grève des foyers Sonacotra touche plus de 15 000 travailleurs.

D'autres foyers, de l'AF-TAM, de la préfecture de police, se sont également mis en grève au cours de l'année 75.

Dans ces conditions, tenter de casser la grève du foyer Allende, c'était viser la tête du mouvement.

En septembre 75, la Sonacotra, après avoir fait condamner par la « justice » les 11 délégués du foyer Allende, a fait ce chantage aux locataires : vous arrêtez la grève, ou on expulse vos délégués.

De son côté, la CGT s'est chargée de faire accepter ce chantage. Début décembre, un locataire du foyer, Diarra Bassirou, membre du PCF et manipulé par l'Union locale CGT, s'est déclaré « présentement constitué en comité départemental du département de Seine-St-Denis », rien de moins ; et il a signé à lui tout seul un accord-bidon avec Mengin, directeur du logement de la Sonacotra. Cet « accord » se termine ainsi : « En contrepartie de la cessation de la grève et de la reprise des paiements, la Sonacotra s'engage à ne pas demander l'exécution de l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris, le 21 octobre 1975, concernant l'expulsion des résidents du foyer-hôtel rue David Siqueiros à Saint-Denis ».

Par la même occasion, la CGT faisait signer un règle-

la France des luttes



Contre le chômage partiel
et les licenciements

L'ENTREPRISE MECCANO COGEFOM A LA COURNEUVE OCCUPEE

A l'appel de la CGT et de la CFDT, 90 % du personnel de chez Meccano-Cogefom à la Courneuve, filiale du trust Marine de Wendel, occupent leur usine depuis le 11 janvier.

Cette lutte est le refus des travailleurs de se soumettre aux décisions de la direction de réduire l'horaire à 36 heures (ce qui représente une perte de salaire de 15 %), de s'attaquer aux avantages acquis, et de vouloir procéder dans les mois à venir à des licenciements.

Au tribunal des référés de Limoges MENACE CONTRE LES MINEURS D'URANIUM de la Crouzille (Haute-Vienne)

« Les mineurs grévistes devront immédiatement libérer les locaux occupés », telle est la décision prise par le juge des référés de Limoges à l'encontre des grévistes de la division minière du CEA de la Crouzille en Haute-Vienne.

Dans son ordonnance le juge précise que « faute de s'exécuter, ils y seront contraints par la force publique ». « L'occupation des puits de mine et la mise en place des piquets de grève constitueraient bien une entrave à la liberté du travail ».

Rappelons que depuis le 5 décembre les 450 mineurs d'uranium de la Crouzille (Haute-Vienne) sont en grève pour obtenir des augmentations de salaire. Une assemblée générale devait se tenir samedi à la mairie de Rozes pour envisager la continuation de la lutte.

MARSEILLE :

CONTRE LE LICENCIEMENT D'UN DELEGUE SYNDICAL CFDT DE L'ECOLE D'EDUCATEURS SUCCES DE LA GREVE DE 24 HEURES DANS LES ECOLES POUR L'ENFANCE INADAPTEE

Vendredi 16 janvier, à l'appel de la CFDT, une action de riposte au licenciement du délégué syndical CFDT de l'école d'éducateurs de Marseille licencié par Mme Poinot Chapuis, licenciement refusé par l'inspection du travail, a été un succès.

Le mot d'ordre de grève de 24 h lancé par la CFDT dans les écoles pour l'enfance inadaptée a été suivi de façon satisfaisante, certains établissements ne débrayant qu'une demi-journée pour des raisons de service et de sécurité.

Vers 17 heures, 400 personnes se sont retrouvées devant le siège de l'employeur, une délégation a été reçue et a remis une pétition signée par 600 travailleurs de l'enfance inadaptée. A 18 h, la manifestation a été rejointe par les travailleurs d'autres secteurs et s'est dirigée vers la préfecture en scandant les

mots d'ordre : « Non à tout licenciement ! Non à la répression syndicale ! Durafour complice de Poinot ! Non au travail social au service du capital ! Face à la répression, unité à la base et dans l'action ! »

Les forces de police ont bloqué la manifestation à 200 mètres de la préfecture, seule une délégation a été reçue par un représentant du préfet.

Le succès de cette journée a été une réponse des masses à la CGT qui ne s'était pas associée à cette action et qui, pour le moment, refuse d'organiser ou de participer à la lutte. A l'école d'éducateurs, les grévistes déterminés à obtenir la réintégration du délégué syndical, ont décidé de continuer la grève de 24 h reconductible. Cette semaine des actions sont envisagées pour obtenir la victoire.

ment intérieur proposé par la Sonacotra, qui ne tient compte d'aucune des revendications du Comité de coordination des foyers, seul représentant légitime des grévistes.

Aussitôt signé, la CGT envoyait à toutes les organisations qui soutiennent la grève le texte de cet accord-bidon. Le lendemain, « l'Humanité » titrait : « Victoire ».

De son côté, la Sonacotra envoyait aux milliers de grévistes le même texte, en prétendant que : « La signature de cet accord est déjà intervenue dans plusieurs foyers ».

L'immense majorité des grévistes a rejeté ces men-

songes et cet accord de trahison.

Pour surmonter leur échec, la CGT et la Sonacotra s'efforcent de créer des « Comités de résidents » désignés pour signer leur accord.

Dans certains cas, les gérants des foyers désignent eux-mêmes des « délégués ». Ailleurs, comme à Gennevilliers, c'est la CGT qui nomme ses délégués, en passant par-dessus la tête du Comité de coordination des foyers.

Jusqu'ici ces manœuvres ont échoué.

Dénonçons-les publiquement ! En avant pour l'extension de la grève.

Correspondant HR

Centre national d'études spatiales
(CNES) Toulouse

LE PERSONNEL EN GREVE CONTRE LES LICENCIEMENTS

Depuis le 13 octobre 1975, le personnel d'une société de reprographie (Reproff) est en grève au Centre spatial de Toulouse.

Il s'agit d'une entreprise « montée » à l'initiative du CNES et exerçant la presque totalité de son activité sur le Centre spatial de Toulouse. Il faut savoir que le CNES, comme tant d'autres entreprises du secteur nationalisé soustraite une grande partie de ses activités essentielles à des entreprises privées dans le but d'assurer des profits substantiels à leurs patrons.

Cette soustraction a pour conséquence une exploitation particulièrement dure des travailleurs de ces entreprises (salaires au SMIC, licenciements abusifs, répression syndicale, etc.) ; elle entraîne également un gaspillage éhonté des fonds publics (coût plus élevé d'au moins 30 % par rapport à une embauche CNES).

Pour le conflit en cours, l'exemple est particulièrement significatif. Le personnel essentiellement féminin

subit l'arbitraire d'un patron de choc qui n'a pas hésité à licencier une employée au retour de maternité, puis tout le personnel qui s'était solidarisé (12 sur 13) par une grève de soutien à leur collègue de travail.

La direction CNES, pour régler un problème administratif et financier, décide de rompre avec la société Reproff et entame une procédure d'appel d'offres.

Lors de la signature du marché, la direction ne tiendra pas compte du problème social. Douze personnes de plus ou de moins au chômage, qu'est-ce que cela peut faire ?

Le personnel gréviste continuera à se battre jusqu'à ce que le problème de l'emploi soit résolu :

DU TRAVAIL
POUR TOUS !

Les grévistes
du CNES,

PS : Les sections syndicales CFDT et CGT du CNES soutiennent l'action des grévistes.



L'APARTHEID SUR LE PORT (1)

«L'AFRIQUE DU SUD A SES NOIRS, MARSEILLE A SES ALGÉRIENS»

UNE ENQUÊTE MENÉE PAR «L'ALGÉRIEN EN EUROPE» AUPRES DES DOCKERS ALGÉRIENS DE MARSEILLE

Il y a plus d'un millier de dockers algériens à Marseille, dont 250 au moins ne vivent que du port. Pendant 10 ans, «on» a refusé de régulariser leur situation. Parce que ça arrangeait tout le monde : toujours prêts quand il y a du travail, ils sont facilement licenciés quand il y en a moins. Et puis, ils ne coûtent presque rien.

Marseille, 6 heures du matin. La ville sommeille encore. Face à la place de la Joliette, devant le bureau général de la main-d'œuvre, une bâtisse coincée entre les immeubles du port autonome, une foule de plus en plus dense s'agglutine. Il y a là beaucoup de Marseillais de souche, mais aussi des Arméniens, des Italiens, quelques gitans, et, perdus dans la masse, une petite vingtaine d'Algériens. Tous, sauf ces derniers, ont la nationalité française, condition *sine qua non*, jusqu'à ces derniers mois, pour obtenir la carte de docker professionnel, cette fameuse carte «G» qui permet l'accès au monde de ceux qui sont pratiquement certains de toujours trouver du travail, de ceux qui, en tout état de cause, sont assurés de percevoir un salaire de garantie.

De l'autre côté de la rue, sur le terre-plein du boulevard, sous l'abri illusoire d'une voie rapide surélevée, un autre groupe se forme, 200 à 300 personnes, tout au plus, alignées le long du boulevard, au milieu des voitures qui foncent sous la pluie en les aspergeant quelquefois de l'eau des caniveaux. Il n'y a presque uniquement que des Maghrébins, Algériens en grande majorité. Et aussi quelques Africains.

Ces derniers temps, on a de moins en moins envie de parler, surtout le matin. Ils ne sont pas rares ceux qui prennent place dans le groupe sans regarder ni à droite ni à gauche, murés dans une solitude morose. Ceux-là s'installent parmi les autres, n'importe où, en se serrant un peu parce que les rafales de vent projettent le rideau de pluie sur les premiers rangs. Et puis ils ne bougent plus sauf pour ramener de temps en temps, en frissonnant, d'un geste mécanique, les pans de la veste ou du manteau.

Des «temporaires» à vie, des ouvriers qui ne se plaignent jamais : c'est l'idéal. Et puis un jour de mai 1975, ils ont fait grève, pour protester, parce que leur situation était presque désespérée.

Alors «on» leur a fait des promesses. Elles sont restées lettre morte. «On» leur a certifié qu'ils avaient droit au travail com-

L'APARTHEID A LA MARSEILLAISE

Le centre d'embauche ouvre enfin ses portes. Professionnels et occasionnels font mouvement. Mais de ce côté-ci de la rue, on ne bouge pas encore ; il faut attendre que les autres soient tous entrés pour avoir le droit de pénétrer dans le saint des saints : la grande salle où les contre-maîtres et les chefs d'équipe distribuent le travail.

Ainsi le veulent les règlements. Les «temporaires» se plaignent d'autant moins qu'il y a quelques mois encore, ils devaient rester dans la cour, qu'il vente, qu'il pleuve ou qu'il neige. Leur carte d'immatriculation le précise d'ailleurs en toutes lettres : «La présente carte est rigoureusement personnelle. Elle ne permet pas d'accéder dans le centre d'embauche.»

«C'est ça l'apartheid à la marseillaise, nous a expliqué un docker algérien vieillissant avant l'âge par près de 20 ans de travail sur les quais. L'Afrique du Sud a ses noirs, Marseille a ses Algériens. Ici nous ne sommes pas considérés comme des citoyens à part entière. On nous demande de participer plus que les autres travailleurs à la production pour des salaires plus bas, mais on nous considère aussi comme des êtres inférieurs. Et on nous le fait sentir. On nous enferme dans de véritables ghettos.»

«L'EMBAUCHE N'EST PAS LIBRE»

Plus d'un millier de nos travailleurs vivent sur le port de Marseille. Certes, beaucoup ne peuvent pas prétendre à la qualité de docker professionnel parce qu'ils n'y travaillent que de manière épisodique. De ce fait, ils ne remplissent pas tous les critères exigés par la législation.

Mais au moins 250 ne vivent que du port. Personne ne songe à nier qu'ils répondent parfaitement aux critères. Les plus anciens ont d'ailleurs 20 ans de présence sur le port. La majorité y travaille depuis 10 ans au moins. Et pourtant, on leur a toujours refusé la carte professionnelle. En dépit de toute justice. En dépit des lois. En dépit des différents accords sur la main-d'œuvre conclus entre l'Algérie et la France.

6 h 20. Le centre d'embauche «dégurgite» tout à coup un gros paquet de personnes. Mauvais signe : aujourd'hui encore, il n'y a pas assez de travail. «L'embauche n'est pas libre», comme on dit sur le port. Et comme on embauche en priorité les cartes «G», c'est-à-dire les dockers professionnels, puis les cartes «O», c'est-à-dire les occasionnels, une catégorie nouvellement créée par la CGT, et en dernier, seulement, les «temporaires», nos compatriotes n'ont aucune chance. Ils ne se font d'ailleurs pas d'illusions : on a pris soin de les en prévenir. Et pour qu'ils ne l'oublient pas, on l'a inscrit sur leur carte d'immatriculation, en tête, juste sous le numéro provisoire, là où c'est le plus visible : «Autorisé à travailler les seuls jours où l'embauchage est libre».

Un instant réunis dans le centre d'embauche, les dockers se séparent de nouveau en deux mondes différents, pas encore hostiles mais déjà opposés : les privilégiés et les autres. Les premiers vont reprendre leur voiture ou leur moto pour se rendre sur les lieux de travail, sur les «postes» comme ils disent. Les autres vont remonter, généralement à pied, vers la porte d'Aix, vers l'Estac ou, plus loin encore, vers les Caillols.

Il y a quelques mois encore, ils se retrouvaient volontiers dans l'un des cafés de la place de la Joliette. Ils ne le font plus. Par souci

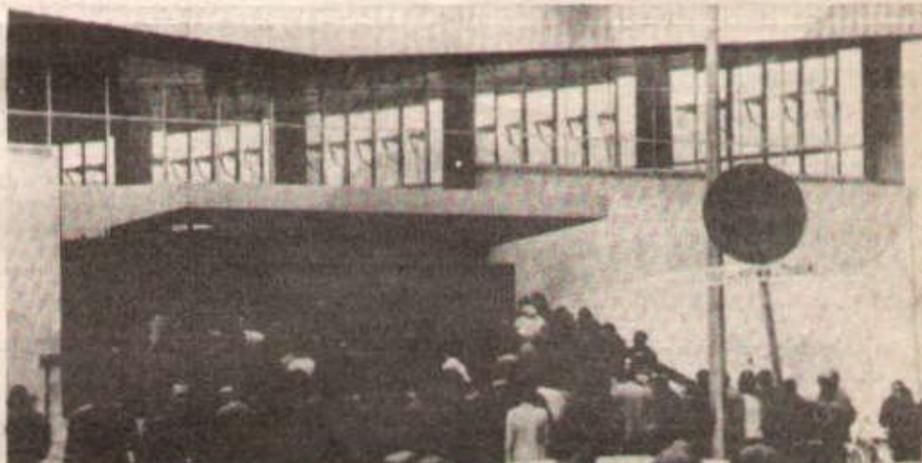
me les autres. Mais ils ont de moins en moins souvent la possibilité de travailler.

Quelque huit mois après cette grève, «l'Algérien en Europe» est allé enquêter sur les docks de Marseille pour se rendre compte. De cette enquête parue dans le numéro de décembre de la revue nous avons tiré les passages les plus révélateurs,

d'économie, bien sûr. Mais aussi par crainte de perdre leur sang-froid. «Je vais aller à la maison maintenant. Je ne sais pas ce que je vais faire. Et à midi je vais revenir. Il y a l'embauche de l'après-midi. Je suis sûr qu'il n'y aura pas de travail pour nous, mais on sait jamais, peut-être les cartes G et les cartes O, ils vont pas venir, s'il pleut beaucoup. Sinon à 2 heures et demie je vais

les amis. Et puis quand on y regarde bien, on peut vivre avec moins d'argent. Moi je peux me permettre d'aller acheter 3 kilos de semoule et un litre de lait. Avec ça ma famille peut manger. Mais les célibataires, ils sont obligés de payer leur chambre, les repas au restaurant, 8 F à chaque fois au moins. Ils doivent tout payer. Ils sont vraiment malheureux. Alors quand ça m'est possi-

lé depuis plusieurs mois, n'ont plus les moyens de payer leur chambre et de subvenir à leurs besoins les plus élémentaires. Dans ces cas-là, ils commencent par se passer de logement pour se rabattre sur les foyers communautaires et les «hammam», ces hôtels-dortoirs où, pour 3 francs, vous avez droit à un emplacement sur une longue banquette de bois recouverte



Le centre d'embauche : les Français d'abord (Photo «L'Algérien en Europe»).

aller faire «tamponner» ma carte, c'est-à-dire, pointer pour prouver que je me suis présenté.»

QUAND LES DOCKERS VIVENT COMME DES CLOCHARDS

Chez les dockers algériens se manifeste un esprit de solidarité si élevé qu'il fait table rase des coutumes les plus établies de cette profession pourtant, à maints égards, égoïste. Ainsi, alors que dans le temps, l'embauche donnait lieu à une empoigne quelquefois violente, parce qu'il fallait s'imposer pour avoir du travail, les dockers temporaires mariés s'effacent devant les célibataires.

«Nous avons plus de chance qu'eux, nous a expliqué un vieux docker qui vit en famille depuis 1964, parce que même si tout va mal, il y a toujours la famille et

ble, je me mets pas en compétition avec les célibataires. Ça se fait de plus en plus rare, parce qu'il y a de moins en moins de travail...»

Il y a aussi les dockers qui vivent loin de leur famille. Ils ne sont pas rares ceux qui, pour n'avoir pas travail-

d'un tapis, et à une couverture.

Mais vaut mieux ça que de dormir dehors. Certains vivent comme des clochards dans les immeubles en voie de destruction ou dans les encoignures de porte. Tout le monde sait que certains en sont là.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

RADIO TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h.	sur 31 et 42 m
16 h.	sur 31 et 42 m
17 h.	sur 31 et 42 m
19 h.	sur 31 et 42 m
21 h.	sur 31 et 42 m
22 h.	sur 31, 42 et 215 m
23 h.	sur 31, 41 et 206 m

RADIO PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 et 42,5 m
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 et 45,7 m
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9 m

UN COMBAT DE CLASSE

25 MILLIONS

pour la souscription

COMMENT SOUSCRIRE POUR QUE LE QUOTIDIEN REMBOURSE SES DETTES

SOIT PAR CHEQUE BANCAIRE, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE», ADRESSÉ A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT PAR VIREMENT POSTAL, INTITULÉ «HUMANITÉ ROUGE» (AU DOS METTRE : «POUR LA SOUSCRIPTION»), ADRESSÉ ÉGALEMENT A LA BP 61 - 75861 PARIS CEDEX 18.

SOIT EN TIMBRES-POSTES (0,60 F DE PRÉFÉRENCE).

SOIT ENCORE EN SOUSCRIVANT PRES DE NOS MILITANTS QUI VOUS FOURNIRONT CARTES POSTALES DE SOUTIEN OU CALENDRIER 1976.

Total précédent	110 612,57 F	marx.lén. et la	CDHR Marty sous.mas	410,00 F	RM sout. à HR	40,00 F
Un camarade de		pensée-maotsétoung	CDHR Col.Fabien	1 000,00 F	L'enthousiasme de notre	
Rhône Poulenc Vitry	20,00 F	2 JCMLF de Touraine	C et L	500,00 F	génération construira le	
CDHR Casanova	700,00 F	CDHR Garcia Sanz SB	CDHR Jdanov	120,00 F	socialisme	180,00 F
CDHR E, Ferrarri		R. Cl. Sousc.	G. Moquet sousc. de		MH et M pour le quot.	250,00 F
sousc. masse/marc.	30,50 F	MMme P.G.	masse OS machine	2,50 F	CDHR Arm.Hapiot	22,00 F
Pour la sousc. LD	100,00 F	P.J.R. Sup. à cart. post.	l oxy-coupeur	3,20 F	un jeune CMLF	250,00 F
Les CHDR		et calendriers	l peintre	2,00 F	CDHR Overney LM	170,00 F
J. Staline		CDHR JP Timb. et	l OS2	1,00 F	Anon. lors d'une vente	0,50 F
Tong Pi-wou		4 camarades	l cisailleur	3,00 F	Pour un quot. révol. au	
Lénine	3 850,00 F	Sousc. GAR	Des lect. de la Manche	700,00 F	serv. des travailleurs	200,00 F
Rivière		CDHR Manouchian	un élève inst.	63,00 F	2 enseignants	1 000 F
Cuhai		NS	une éducatrice	20,00 F	Cercle JCMLF N	30,00 F
Stafa		CDHR Bancic	un camarade	100,00 F	Total au 16.1.76	
Pour la victoire du		CDHR Marty			au matin	122 945,97 F



COLLECTION TIERS MONDE EN LUTTE

- Déjà parus :
- Il y a 30 ans, le 8 Mai 1945, par Mafhoud Kaddache 4,00 F
 - Palestine, guerre du peuple, par André Colère . . . 5,50 F
 - Algérie, Vingt ans après, par Jacques Jurquet . . . 3,00 F
 - Pour une Indonésie libre et démocratique par Jusuf Adjitorop 4,50 F

E - 100
24, rue Philippe de Girard
75010 Paris

PÉKIN INFORMATION

1 an - 52 Nos - 21,00 F

Le numéro 2/1976 de la revue chinoise «Pékin-Information» vient de paraître.

On trouvera au sommaire notamment :

- Une étude sur les deux poèmes de Mao Tsé-toung publiés récemment, intitulée : «Magnifiques poèmes qui nous inspirent dans le combat».
- Un reportage sur le mouvement des jeunes ins-

truits allant s'installer à la campagne : «12 millions de jeunes instruits sur le front agricole»

- Un article argumenté sur le «danger d'une nouvelle guerre» allant en s'accroissant dans le monde.
- Un article sur la révolution dans l'enseignement intitulé : «Gérer et transformer l'université, tout en étudiant».

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'Association des Amitiés franco-chinoises organise en hommage à Chou En-lai, décédé le 8 janvier, une soirée commémorative :

le lundi 19 janvier à 20 h 30 au Centre international de séjour à Paris 6, av. Maurice-Ravel Paris-12^e (métro Porte Dorée)

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F
	Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F
CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.	

Semaine européenne

19-23 janvier 1976

L'EUROPE ET LE TIERS MONDE

- Lundi 19 :
- 10 h : Discours d'ouverture prononcé par M. Mohamed Bedjaoui, ambassadeur de la République d'Algérie en France, et par M. Claude Cheysson, membre de la Commission des communautés européennes.
 - 14 h 30 : Débat - les diverses politiques de coopération.
- Mardi 20 :
- 9 h 30 : Débat - les cadres du tiers monde
 - 14 h 30 : Table-ronde - les échanges culturels Europe tiers monde
- Mercredi 21 :
- 9 h 30 : Débat - le tiers monde face à la crise
 - 14 h 30 : Débat - agriculture et alimentation
- Jeudi 22 :
- 9 h 30 : Débat - le tiers monde chez nous
- Vendredi 23 :
- 9 h 30 : Débat de synthèse - discours de clôture prononcé par le père Philippe Laurent, directeur de la revue «Projet»
 - 22 h : fête de clôture

ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES
Grande voie des Vignes
92290 Châtenay-Malabry
tel. 660.16.40

UN DOCUMENT IMPORTANT

- Le sionisme
- La Palestine et les Nations unies
- La bataille de l'UNESCO
- L'État d'Israël contre les droits de l'homme

Brochure éditée par le Collectif national pour la Palestine - 7 F - BP 146 - 75263 Paris - Cedex 06 - CCP : 18 862 75 E - Paris.

Textes traduits de la presse chinoise



vent d'est

no 1

Prix : 5 F.

Vent d'Est est une nouvelle publication trimes- trielle qui se propose de présenter des articles de différentes revues chinoises qui, tout en étant accessibles aux étrangers, restent souvent mécon- nues du public français. Les traductions ont pour but de couvrir les thèmes variés qui sont autant de débats vivants en Chine populaire : organisation du travail et vie quotidienne, problèmes scientifi- ques et techniques, révolution dans l'enseignement, mouvements d'étude et de critique philosophique, historique, artistique, etc. Les textes publiés par Vent d'Est sont traduits par des personnes résidant actuellement en Chine ou qui y ont séjourné plu- sieurs années.

Nouvelle parution aux Editions du Centenaire. Passez vos commandes à E-100, 24, rue Philippe de Girard, 75020 Paris.

A LA DÉCOUVERTE DU POUVOIR POPULAIRE

Retour de Chine, nos camarades des Comités populaires CLAJ viendront nous parler de leur voyage :

LE MERCREDI 28 JANVIER 1976 A 20 H 30
68, rue de Babylone, Paris 7^e
Ils nous présenteront en même temps le film qu'ils ont réalisé dans les usines et les communes populaires.



Réflexions sur une petite annonce

Extraits d'«Aujourd'hui la Chine» N° 32

D'après Jiaoyu Shijian (Pratique de l'enseignement), article tiré du No 1 de cette nouvelle revue publiée par l'École normale supérieure de Changhaï. Cet article a été écrit par un membre de l'équipe de propagande du district de Longjia, à Changhaï (Chine populaire).

A l'aube, j'attendais le bus pour me rendre à l'école. Laisant errer mon regard, je vis de l'arrêt de l'autobus un poteau sur lequel était collée une petite annonce disant :

«Enseignant privé donne petits cours de mathématiques, physique, chimie, anglais. Riche expérience. Sens aigu des responsabilités.»

A la lecture de cette annonce, je ne pus m'empêcher de penser : ce petit jeu, ce n'est pas nouveau. Avant la Libération, les petites annonces du genre : «Personne ayant étudié à l'étranger, spécialiste en..., donnant des cours de..., tant d'heures par semaine, à tant de l'heure», ça

couvrait les murs. A ce moment-là, tout était à vendre. Marx a dit : «Il y a des choses qui, de fait, par leur nature, ne sont pas des marchandises, mais qui peuvent aussi être vendues par leur propriétaire contre de l'argent et, par l'intermédiaire du prix, ces choses acquièrent la qualité de marchandises.» Si l'on transforme ses connaissances en marchandises, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on les mette en vente dans les colonnes des petites annonces. Maintenant les petites annonces pour vendre ses connaissances ne peuvent plus s'étaler dans les journaux. Pourtant, sur les poteaux électriques, on peut encore voir des «stigmates de l'ancienne société» dans ce genre.

Dans la petite annonce, il est écrit clairement : «spécialisé en mathématiques, chimie, anglais». Quant à la politique, il est sous-entendu qu'elle n'est pas enseignée. En fait, ce n'est pas ça. Vous voulez acquérir des con-

naissances ? Alors, passez la monnaie. Le premier cours qu'on vous donne, c'est la propriété privée des connaissances. On vend des connaissances, quel qu'un d'autre les achète, et ensuite il pourra les revendre. Pour entretenir ce genre de marché noir, il faut reconnaître que le capitaliste a plutôt une «riche expérience». Son esprit mercantile, l'expérience qu'il a d'utiliser ses connaissances à protéger sa bourse, il aura tôt fait de vous les retransmettre «avec un sens aigu des responsabilités». Il appelle ça «pousser dans les études». En fait, c'est «pousser au mal». Ce n'est rien d'autre que le crime parfait. Ces petites annonces «annoncent» par la négative qu'il y a toujours des mouches pour tourner autour des restes de l'ancienne société. Il y a des gens qui vendent de l'arsenic à la criée, mais j'ai bien peur qu'il y ait des gens pour croire que c'est du miel et traîner leurs enfants pour en acheter. Ceux qui veulent encore élargir le droit bourgeois sont de ceux qui s'infiltrèrent par la moindre fissure.

Nous, les prolétaires, il ne nous reste qu'à renforcer notre dictature dans tous les domaines sur la bourgeoisie. Il n'y a pas d'autres moyens.

Un coup de klaxon retentit. L'autobus arrive à l'arrêt. Je jette un dernier coup d'œil à l'annonce qui tremblote au vent. Le bout de papier se balance mollement dans le vent matinal. Je suis sûr qu'il ne faudra pas attendre longtemps pour le voir

tomber en tourbillonnant. Les balayeurs le mettront dans leur charrette. Il est possible bien sûr de voir réapparaître une autre annonce de ce genre. Il n'y aura rien d'extraordinaire à cela. Il n'y aura qu'à balayer à nouveau.

Traduction d'Annette TROTIGNON.

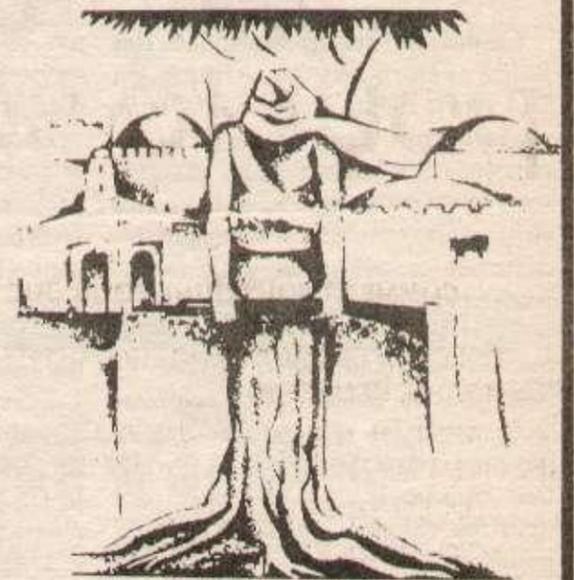
APPEL
AUX
ARTISTES
14
février
1976



RASSEMBLEMENT
NATIONAL
OUVRIER

PARIS
SALLES A ET B
DE LA MUTUALITE
DE 14 A 24 H

L'OLIVIER



RÉALISÉ PAR LE
GROUPE CINÉMA VINCENNES

AKIKA - CHAPOUILLE - DUBERLOUX
LEPERON - NARBONI - VILLAIN

A l'initiative du département Cinéma et audiovisuel de l'université de Vincennes :

Mercredi 21 janvier à 21 heures
Grande salle du Palais de Chaillot
Projection de 2 films réalisés avec la collaboration du département Cinéma :

- «Des dettes pour salaire» sur les luttes paysannes
- «L'Olivier» sur la lutte du peuple palestinien.

Ces projections seront suivies d'un débat animé par les enseignants et étudiants de ce département sur l'enseignement et leur conception du cinéma.

NOUS AVONS NOTE...

Concert de l'Intercommunal Free Music Orchestra

En France la musique est encore aux mains de la bourgeoisie, que ce soit la musique dite de variété, aliénante et soporifique, assénée aux travailleurs par la télé, ou la musique dite «classique» ou «sans titre» qui reflète les idées de classe de la bourgeoisie.

Signalons le travail intéressant d'artistes tels l'INTERCOMMUNAL FREE MUSIC ORCHESTRA, dont un des membres, F. Tusques, déclarait récemment : «Nous ne vivons pas en 1976 dans un monde apocalyptique mais dans un pays capitaliste qui en est au dernier stade de sa vie, le stade impérialiste déclinant (...) Disons-le tout net, il n'y a pour nous, musiciens, qu'un seul intérêt dans cette société en crise, c'est soutenir les forces montantes, celles qui demain détruiront le monde et construiront sur ses décombres la société sans classe (...) Pour cela, il faut remettre en question toute l'idéologie et les échelles de valeurs que la société bourgeoise nous met dans la tête... Tout cela passe par l'abandon d'un tas d'illusions sur ce qu'est l'art : abandon du refuge de l'art pour l'art qui n'est qu'un voile pour cacher notre asservissement aux forces réactionnaires du passé.»

Il s'élève ensuite contre la participation des musiciens à la fête de l'Humanité, «rassemblement réactionnaire» organisé par le

PCF qui «révise les principes fondamentaux du marxisme-léninisme».

Un musicien très intéressant donc qui dans sa pratique fait une musique très marquée par l'héritage afro-américain (T. Monk) mais qui a pour base le chant révolutionnaire. (l'Internationale, We shall overcome) et la musique populaire de tous les pays.

Son prochain concert : le mercredi 21 janvier à 20h30 à l'ENS - 45 rue d'Ulm Paris-5^e (métro Monge) - Part. 15 F ; collect. chômeurs 10 F.

KUHLE WAMPE de Bertold Brecht et Stan Dudow

Mardi 20 janvier
à 21 heures
au Centre d'animation
culturelle - théâtre 71,
place du 11 Novembre
92240 Malakoff. Tél. :
655-43-45.

Semaine culturelle du FRAP et de l'UPA

jusqu'au 23 janvier à
la Faculté de Jussieu,
Paris. Métro Jussieu.

Un livre à acheter...

«Le livre de notre vie» édité par la SNED. Textes et dessins libres d'enfants sur la Révolution algérienne. Très beau. Prix : 13,50 F - 155 pages. En vente :

Les Herbes sauvages - 70, rue de Belleville 75020 Paris



Les combattants algériens contre l'impérialisme français.

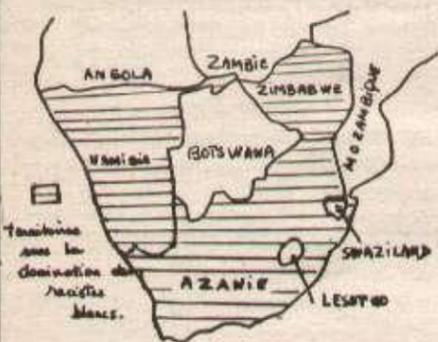
L'Humanité Rouge

document

AFRIQUE DU SUD

LE PROCES DE L'APARTHEID

Quand les colons hollandais (les Boers) débarquent en Afrique du Sud vers le milieu du 18^e siècle, leurs rapports entre eux et ceux qu'ils appelaient «les chiens noirs puants» sont basés sur le troc et le fusil. Les Hottentots sont progressivement réduits en esclavage, les «bushmen», les hommes de la forêt, sont purement et simplement considérés comme un véritable gibier, chassés et tués pour le plaisir. Cette colonisation, parmi les plus cruelles, ne va pas sans résistance de la part des tribus opprimées. La première des «guerres cafres» — qui devaient se poursuivre un siècle durant — a lieu dès 1779. Mais la découverte de l'or et du diamant provoque une forte immigration anglaise. Les deux communautés coloniales s'affrontent au cours de la «guerre des Boers». Mais celle-ci se termine par un accord fondé sur la solidarité blanche, aux dépens des Africains. «A moins», écrit alors l'un des belligérants, «que la race blanche ne serre les rangs dans ce pays, sa position deviendra bientôt intenable en face de l'écrasante majorité d'une barbarie prolifique».



LE RACISME LÉGALISÉ

Dès les premières années du 20^e siècle, le «pouvoir pâle» institue la «barrière de couleur» et met au point sa politique, l'Apartheid. L'Union sud-africaine voit le jour en 1910. Dès 1913 le Parlement fait voter le «Native Land Act» qui attribue aux Africains (15 millions) 7,3 % de la surface de l'Union. Le reste du pays qui comprend les zones urbaines, les centres miniers et industriels et les terres les plus fertiles, est propriété exclusive des blancs (3,5 millions).

Les Africains sont ainsi brutalement refoulés dans d'étroites «réserves», sur les terres les plus pauvres. Ces réserves appelées «Homeland» sont destinées à être regroupées pour former des «bantoustans», États bidons, entièrement contrôlés par les autorités racistes de Pretoria.

Dans les «Homelands», les réfugiés s'entassent en de vastes bidonvilles dépourvus de tout : pas de logements,

pas d'installations sanitaires, pas de services médicaux et sociaux, pas d'emplois...

Dans la zone «blanche», l'immense partie du pays, seuls les Africains nécessaires à la production auront le droit de pénétrer. Les Homelands sont ainsi réduits à l'état d'un immense réservoir de main-d'œuvre où les capitalistes blancs viennent puiser les ouvriers et les mineurs nécessaires à leurs profits : dans l'industrie sud-africaine 90 % des ouvriers sont africains, leur salaire ne représente que le 1/17 des ouvriers blancs faisant le même travail.

L'Apartheid connaît ainsi deux régimes : la «grande Apartheid» — les réserves — et la «petite Apartheid», le régime de discrimination imposé aux Africains résidant dans la zone blanche pour y travailler. Celui-ci est rigoureusement garanti par toute une série de contrôles et de tracasseries administratives et policières. Depuis la loi du laissez-passer, promulguée en 1962, les Africains dépassant l'âge de 16 ans doivent obligatoirement et en permanence porter avec eux plus de 10 sortes de documents : «cartes d'identité», «certificats de paiement de taxe», «permis d'aménagement», «permis d'emploi», «permis d'habitation», etc. Ceux à qui il en manque un quelconque seront jetés en prison, bastonnés et parfois même «loués» aux grands propriétaires de mines et de fermes.

C'est pourquoi dans la zone blanche, fleurissent partout les écriteaux «Européens seulement». Blancs et Africains sont obligatoirement séparés dans les théâtres, les bus, les églises, les toilettes, les écoles, et même au cimetière. Les ménages mixtes sont rigoureusement interdits. Durant les 50 dernières années, plus de cent lois et actes racistes ont privé les «non blancs» de tous leurs droits politiques, économiques et sociaux, de la moindre parcelle de liberté.

UNE LONGUE SUITE D'INTERDITS

La vie des Africains n'est qu'une longue suite d'interdits :

- interdiction de voter, d'être propriétaire foncier, de se déplacer sans permission spéciale.
- interdiction d'être employé dans les professions ou emplois réservés aux blancs par «la loi sur la réservation de l'emploi».
- interdiction de faire grève, de se syndiquer, d'organiser une réunion de plus de 10 personnes ou d'y assister sans autorisation.
- l'école, obligatoire et gratuite pour les blancs, est facultative et payante pour les noirs.



Des laissez-passer mis au feu (Photo L'éveil).

LE «TERRORISM ACT»

Ce régime barbare où un enfant africain meurt toutes les minutes ne repose que sur une terreur organisée : un noir emprisonné toutes les minutes, 200 pendaions par an.

Les autorités racistes ont complété, en 1967, leur arsenal répressif par le «terrorism act» qui permet d'arrêter, d'emprisonner, sans jugement et au secret, pendant 180 jours renouvelables, quiconque s'oppose à l'Apartheid.

Toute personne jugée pour simple protestation contre le système encourt de 5 à 20 ans de prison. Des milliers de noirs sont ainsi enfermés et torturés en vertu de cet acte. Les blancs qui élèvent une protestation courageuse contre ce régime ne sont pas épargnés non plus. Récemment le poète sud-africain Breyten Breytenbach, qui avait témoigné à plusieurs reprises à l'ONU contre l'Apartheid, a été jeté en prison pour «manque de patriotisme». Plusieurs dirigeants du syndicat étudiant l'y ont rejoint ainsi qu'un pasteur méthodiste de l'université du Cap et Clara Rohm, épouse d'un savant sud-africain.

LA COMPLICITÉ DU GOUVERNEMENT FRANÇAIS

C'est aussi ce régime colonialiste, raciste, fasciste — les autorités sud-africaines n'hésitent pas à se référer à Hitler et sont au mieux avec leurs compères sionistes israéliens — qui a été imposé illégalement à la Namibie (Sud-Ouest africain) et au Zimbabwe

(Rhodésie). Sous la pression de la lutte des peuples qu'il opprime, de l'Afrique toute entière et de l'ensemble de l'opinion progressiste internationale, l'ONU a condamné l'Apartheid comme «un crime contre l'hu-

manité» et ordonné le boycott de l'Afrique du Sud. Celui-ci a été rendu impossible dans la pratique du fait du soutien accordé aux racistes sud-africains par les USA, la Grande-Bretagne et la France. Le gouvernement français en effet s'est toujours abstenu de voter les résolutions condamnant l'Afrique du Sud, entretient avec les dirigeants de Pretoria les meilleures relations et leur fournit abondamment les armes qui assassinent le peuple azanien. C'est là une complicité scandaleuse que la mobilisation populaire de notre peuple doit faire cesser au plus tôt.

LES COMBATTANTS DE LA LIBERTÉ DÉVELOPPENT LEUR LUTTE

La situation des autorités racistes d'Afrique du Sud est actuellement des plus mauvaises. Isolés et démasqués dans les organisations internationales où la voix du tiers monde opprimé se fait de mieux en mieux entendre, ils ont perdu un allié précieux avec la chute du fascisme portugais et la conquête de leur indépendance par les peuples des colonies portugaises, particulièrement du Mozambique et de l'Angola qui jouxtent ses chasses gardées.

Le peuple sud-africain n'a jamais cessé sa lutte depuis le jour de l'invasion colonialiste. La gigantesque manifestation contre les «laissez-passer» déclenchée à Scharpeville le 21 mars 1960, sauvagement réprimée a marqué une étape nouvelle, et en 1961 la lutte de libération armée commençait dans le pays. Le mouvement de libération travaillait à une coordination étroite au sein de l'African National Congress (ANC) qui combine luttes légales et lutte armée. Bientôt le peuple sud-africain entertera l'Apartheid et conquerra indépendance et liberté.